

JH.

T é l é g r a m m e No 15.

Peking, 24.7.50. 12.55

Politique,

B e r n e .

Réponse à votre télégramme numéro 10. La situation critique en Extrême-Orient exige précisément à mon avis que nous terminions rapidement la dernière phase de nos négociations. Je répète (voir mon télégramme no 8) que tant que les négociations sont en cours je ne puis intervenir dans aucune affaire si instante soit-elle car selon sa thèse le gouvernement chinois ne me considère pas comme chargé d'affaires au sens admis en droit mais comme simple négociateur ayant les seules compétences de discuter les modalités concernant reconnaissances. Au surplus il serait dangereux d'interrompre ces négociations à un moment où elles entrent dans une dernière phase d'ordre purement technique car le gouvernement chinois, incapable de comprendre pourquoi nous hésitons à décider question aussi simple qu'échange mission, supposerait vraisemblablement des raisons plus profondes et pourrait imputer notre soudain silence (après la liquidation rapide des questions de principe) à un changement d'attitude provoqué par les événements en Corée, voire même à un alignement sur la politique américaine. Ce raisonnement, assez naturel pour un gouvernement extrêmement susceptible et méfiant, pourrait amener Chinois à douter de notre politique neutralité. Je précise que d'autres nations ayant négociés avec succès telles que la Suède et le Danemark ont aussitôt réglé la question de l'échange par envoi d'ambassadeurs et de ministres. Si ne vous pouviez malgré tout vous décider à désigner un ministre avant que la situation en Extrême-Orient soit éclaircie la solution pourrait à la rigueur être trouvée en proposant dès maintenant au ministère des affaires étrangères un échange de chargé d'affaires en pied. Le gouvernement chinois semble d'ailleurs nous laisser l'initiative car il précisa déjà qu'il se fonderait lui-même sur la réciprocité. Tout en relevant que seule une décision concernant l'échange formel de mission amènerait rapidement la fin des négociations je vous prie de câbler d'urgence votre décision vu que depuis plus de trois semaines déjà le ministère des affaires étrangères attend notre réponse.

E . 7 9 1 .

26.7.50. 08h30



Dodis

